



Milices sandinistes

Nicaragua: la révolution encerclée

Le 4 novembre dernier, deux jours avant la réélection de Ronald Reagan, et en pleine guerre civile, le gouvernement sandiniste du Nicaragua tenait des élections, pour la première fois depuis le renversement de Somoza en 1979.

Une façon de dire au monde entier, aux États-Unis en particulier, que ce petit pays d'Amérique centrale a bien l'intention de poursuivre sa révolution, quoi qu'en dise l'administration Reagan.

La Québécoise Danièle Lacourse, journaliste et cinéaste à la pige, connaît bien le Nicaragua pour y avoir vécu plusieurs mois, d'abord en 1982, puis tout récemment. Elle parle ici de ce qu'elle a vu là-bas.

par Francine Pelletier

LA VIE EN ROSE : *Comment as-tu trouvé le Nicaragua, deux ans plus tard ?*

DANIÈLE LACOURSE : *C'est la guerre, aujourd'hui, au Nicaragua. Ce n'est plus, comme en 1982, une série de petites escarmouches concentrées au nord, à la frontière du Honduras. C'est une guerre déclarée, ouverte. On ne voit pas encore de tanks dans les rues de la capitale, Managua, mais la guerre a envahi toute la côte atlantique. Les pertes sont énormes : 7 000 mort-e-s depuis trois ans, 250 millions \$ de dommages. Pire, la population civile est maintenant touchée. Les contre-révolutionnaires, les *contras*, attaquent tout ce qui est essentiel au pays : récoltes, silos de grain, centrales électriques, etc. Ils enlèvent aussi des individu-e-s, les forcent à porter leur équipement, les ramènent parfois à leurs camps honduriens. Sans parler des cas de torture.*

Il y a deux ans, un leader des *contras* affirmait qu'il rentrerait vainqueur à Managua en juillet 1983. Aujourd'hui, tout le monde le sait, y compris Washington qui les appuie militairement : les *contras* seuls ne pourront pas renverser le gouvernement sandiniste. Ils ont beau être 10 000 au nord et 1 000 au sud et employer des tactiques de guérilla (escarmouches, prises de villages, contrôle d'une région, etc.) ; une guérilla ne réussit qu'avec l'appui de la population. Pas un appui partiel, basé sur la peur de se faire tuer ou enlever, mais un appui massif : nourriture, abri, récolte de renseignements. Ce dont les *contras* ne jouissent pas : ils se sont mis le peuple à dos avec leurs méthodes.

LVR : *Alors comment font-ils pour grossir leurs troupes ?*

DL : *Par la force, ou par l'argent. Peut-être*

surtout par la guerre idéologique. Ils disent aux gens : «Vous allez mener une guerre sainte» et opposent le catholicisme au communisme, ni plus ni moins. D'ailleurs, les *contras* portent des épingles à couche en croix sur leurs casquettes, des médailles au cou, et ils récitent leurs prières avant une «expédition».

Et puis, ils jouent beaucoup sur l'ignorance. J'ai rencontré un jeune couple venu s'enrôler volontairement au Honduras parce qu'on leur avait dit que les sandinistes enverraient à Cuba leur bébé de huit mois !

LVR : *Ça veut quand même dire que la ferveur du processus révolutionnaire n'a pas touché tout le monde ?*

DL : *Il y a différents niveaux de conscience et de motivation. Il n'y a pas plus sandiniste que les paysan-ne-s. Tout comme la*

PHOTO : Danièle Lacourse

campagne d'alphabétisation, la réforme agraire amorcée en 1981 et qui se poursuit toujours a vraiment changé leur vie. Auparavant, ils-elles n'avaient rien, sinon parfois quelques hectares de terre ; aujourd'hui, ils-elles ont leurs titres de propriété et leurs coopératives fructifient. Car des experts les conseillent pour planter et on leur donne des tracteurs au moment des récoltes.

De façon générale, les Nicaraguayens ont un droit de parole et d'organisation... impensable sous la dictature somoziste. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de mécontentement, au contraire. Les paysans ne sont pas content-e-s d'abandonner leurs récoltes pour aller faire la guerre ; ils et elles n'aiment pas non plus les rationnements imposés.

LVR : *L'appui populaire aux sandinistes a-t-il baissé depuis deux ans ?*

DL : Difficile à dire. Il n'est certainement plus ce qu'il était en 1979 : toutes les couches de la société, y compris la petite bourgeoisie nationale, s'étaient rassemblées pour faire la révolution. La coalition était très large et très forte. C'était l'euphorie.

Depuis, la société nicaraguayenne s'est politiquement polarisée. Il y a d'une part les sandinistes au pouvoir, et d'autre part la *Coordinadora*, un regroupement d'organisations patronales et de partis politiques allant de l'ancien Parti libéral somoziste au Parti social-démocrate. Malgré les divergences inévitables au sein d'un tel mouvement, on s'entend de plus en plus pour dire que la *Coordinadora* est le bras politique des contre-révolutionnaires. En fait, la situation est telle aujourd'hui qu'il n'y a plus que deux possibilités : ou bien tu appuies l'opposition armée et une intervention éventuelle des États-Unis, ou bien tu crois toujours à ce qui s'est passé en 79 et tu essaies de transformer les choses à travers le contexte politique existant.

LVR : *Les élections du 4 novembre étaient-elles vraiment « libres » ?*

DL : Oh oui. Les gens ont voté à 83 %, ce qui est très élevé. Ceci en pleine guerre et selon un mode de représentation proportionnelle, en plus ! C'est une première dans l'histoire mondiale : quand un pays en révolution a-t-il tenu des élections démocratiques, c'est-à-dire sans qu'il soit question de parti unique ? Tous les partis en lice, et ils étaient sept, ont eu droit d'antenne et de réunion. Un conseil électoral leur fournissait les fonds, le papier, les salles.

Finalement les sandinistes ont récolté les deux tiers du vote populaire et c'est à mon avis fidèle à la réalité.

Ce qui m'a peut-être le plus impressionnée au Nicaragua, cette fois, c'est de voir que les sandinistes sont littéralement en train de construire le pluralisme politique. Alors qu'on les accuse de ne pas le préserver ! En fait, il n'y avait jamais eu de pluralisme avant ! Cette démarche est aussi originale que leur volonté de créer une économie mixte, basée en partie sur la

nationalisation des industries, en partie sur l'entreprise privée. Une volonté que leur reproche d'ailleurs l'extrême-gauche communiste et socialiste.

LVR : *Et toi, quels reproches faisais-tu aux sandinistes ?*

DL : Ils n'ont pas vu assez vite à la démocratisation du pays, justement. Les sandinistes, au début, ne comprenaient pas que des gens ne s'intègrent pas d'emblée au processus révolutionnaire. Alors il y a eu des excès de zèle. Par exemple, dans les comités des *barrios* (organismes communautaires), on a fait pression sur les réticent-e-s par le biais de leurs cartes d'approvisionnement. Du chantage, quoi.

Mais la plus grande erreur a été l'histoire des Misquitos. Le gouvernement le sait, d'ailleurs : il vient d'amnistier tous les prisonniers misquitos et de reconnaître leurs droits ancestraux.

Les Misquitos sont la population indigène du Nicaragua (40 000 personnes sur 2 500 000), concentrée près de la frontière hondurienne. Peu après le début des agressions contre-révolutionnaires, en 1981, le gouvernement a voulu déplacer les Misquitos vers l'intérieur. Au moins les 20 000 qui restaient ; les autres étaient déjà parti-e-s au Honduras, soit pour se joindre aux contras, soit simplement pour fuir les combats.

Il faut savoir que les Misquitos ont toujours été un peuple à part, ancré dans ses traditions et dans sa terre, qui ne s'est jamais intégré au pays et pour qui les Nicaraguayens sont « les Espagnols » ! Même Somoza ne s'était jamais mêlé de leurs affaires et voici que du jour au lendemain, ils-elles ont vu arriver des militaires, les milices sandinistes, qui, en une journée ou deux, les ont évacué-e-s du territoire et ont brûlé maisons, églises, récoltes, tout ce qu'ils-elles possédaient. Bien sûr, on leur promettait d'autres terres mais le ravage était fait. Je ne sais pas si on peut parler de racisme... mais certainement d'ignorance, de coupure radicale entre deux cultures.

LVR : *La situation peut-elle se renverser ?*

DL : Oui, je le crois. Un grand chef misquito, devenu contra à la frontière costaricaine, est revenu au pays récemment. Il prône aujourd'hui la nécessité de déposer les armes car la situation, pour les Misquitos en particulier, est intenable : c'est un peuple en train de s'entre-tuer. Peu à peu, les Misquitos vont peut-être se concentrer sur des revendications d'autodétermination et de reconnaissance culturelle, plutôt que faire la guerre. Les sandinistes sont tout à fait d'accord. D'ailleurs, ils procèdent aujourd'hui avec beaucoup de prudence et de respect face aux minorités nationales.

LVR : *Et qu'en est-il des femmes ?*

DL : Elles sont très touchées par la guerre, comme tout le monde. Elles remplacent massivement les hommes dans les usines et aux récoltes. Certaines sont au front, mais c'est la minorité. Elles sont en train de conquérir une forme d'autonomie. Qu'ad-

viendra-t-il la guerre finie ? Qui peut le dire ? Elles savent au moins que beaucoup de vieilles pratiques ne font plus leur affaire : demander la permission du conjoint pour une ligature de trompes, par exemple.

Quant à l'avortement, il se pratique, parfois avec l'accord des directeurs de services de santé, parfois sans. Ce n'est certainement pas une question qu'on est prêt-e à aborder actuellement ! La droite a déjà tellement de terrain que ce serait lui fournir une arme en or ! Mais il faudra le faire éventuellement, et je l'espère, car c'est pour les femmes le point litigieux.

LVR : *Y en a-t-il beaucoup d'autres en ce moment ?*

DL : Non. Il y a eu, depuis cinq ans, une évolution et une ouverture réelles. Certain-e-s disent que c'est un régime autoritaire, de propagande et de censure. C'est faux ! Je dirais que c'est une société en apprentissage de démocratie. Selon moi, l'attitude souvent adoptée par les pays industrialisés face au Nicaragua est hypocrite. D'un pays qui n'a jamais connu la démocratie auparavant, qui n'a pas bénéficié de nos ressources pour se développer, qui, en plus, se retrouve présentement dominé par des forces étrangères, on exige tout en moins de cinq ans !

LVR : *Finalement, crois-tu l'intervention américaine inévitable ?*

DL : Je ne le jurerais pas, mais les agressions avaient commencé avec l'élection de Reagan en 1981, et Reagan vient d'être réélu. Quoi qu'il en dise, je ne crois pas que les Américains ont la volonté politique de négocier la paix. D'abord à cause de l'intensification des manœuvres des contras, ensuite à cause de l'échec des pourparlers de la *Contadora*.

L'an dernier, l'administration américaine appuyait les négociations entreprises par cette coalition de pays latino-américains soucieux de trouver une solution en Amérique centrale. Car les conditions posées par le groupe de *Contadora* étaient telles (expulsion de tous les conseillers militaires, arrêt des envois d'armes aux autres insurrections de la « région », etc.) que le Nicaragua ne s'y prêterait jamais, pensaient les Américains. Or, seul le Nicaragua était prêt à signer l'entente ! Depuis, les États-Unis ont viré capot et posent d'innombrables conditions.

De plus, j'ai interviewé un général américain, membre du Center for Defense Information (il est toujours très intéressant d'entendre les militaires !). Et Eugene Carroll m'a confirmé que tout est prêt pour l'intervention : les plans sont faits, les bases sont en place au Honduras, les coûts et l'équipement ont été calculés ainsi que les hommes : il en faudra entre 25 et 50 000 pour assurer le contrôle du pays dans les premiers six mois.

Pour passer de la préparation à l'action, il manque peu à Reagan et à ses troupes, juste un prétexte que le Pentagone s'évertue à fabriquer depuis le 4 novembre dernier...